



Mission régionale d'autorité environnementale

BRETAGNE

**Décision de la Mission régionale
d'autorité environnementale (MRAe) de Bretagne,
après examen au cas par cas,
sur la modification simplifiée n°4 du plan local d'urbanisme
de Roz-Landrieux (35)**

N° : 2022-009892

Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme

La Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Bretagne ;

Vu la directive n° 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté du 11 août 2020 portant approbation du référentiel des principes d'organisation et de fonctionnement des MRAe, notamment son article 8 ;

Vu les arrêtés des 11 août 2020, 13 janvier 2021, 6 avril 2021, 20 décembre 2021 et 16 juin 2022 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe de Bretagne adopté le 24 septembre 2020 ;

Vu la décision du 7 avril 2022 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le n° 2022-009892 relative à la modification simplifiée n°4 du plan local d'urbanisme de Roz-Landrieux (35), reçue de la mairie de Roz-Landrieux le 25 mai 2022 ;

Vu la contribution de l'agence régionale de santé (ARS) en date du 23 juin 2022 ;

Vu la consultation des membres de la Mission régionale d'autorité environnementale de Bretagne faite par son président le 1er juillet 2022 ;

Considérant que les critères fixés à l'annexe II de la directive n° 2001/42/CE, dont il doit être tenu compte pour déterminer si les plans et programmes sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, portent sur leurs caractéristiques, celles de leurs incidences et les caractéristiques de la zone susceptible d'être touchée ;

Considérant les caractéristiques du projet portant sur la modification simplifiée n°4 du plan local d'urbanisme (PLU) de Roz-Landrieux qui vise à modifier les règles d'implantation du bâti au sein de la zone à urbaniser du centre-bourg (1AUC) ;

Considérant les caractéristiques du territoire de Roz-Landrieux :

- commune rétro-littorale d'une superficie de 1 810 ha, abritant une population de 1 349 habitants (INSEE 2018), dont le PLU a été approuvé le 8 juillet 2009 ;
- faisant partie de la communauté de communes du Pays de Dol et de la Baie du Mont Saint-Michel ;

- compris dans le périmètre du schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Pays de St-Malo approuvé en 2017 et modifié le 6 mars 2020, dont le document d'orientation et d'objectifs (DOO) identifie la commune comme commune rurale, et prescrit un développement économe en espace, notamment de l'habitat ;
- dont la majeure partie du bourg est incluse dans le périmètre de protection du monument historique de la croix de la place de l'église ;

Considérant que le projet vise à adapter les règles d'implantation du bâti au sein de la zone 1AUC pour maintenir la qualité urbaine du centre-bourg et permettre une densification du bâti t ;

Considérant que la mairie porte un projet de lotissement associant habitat et activités au sein de cette zone ;

Considérant que la mairie possède la majorité du foncier de la zone 1AUC et maîtrisera donc l'implantation du bâti dans le cadre du règlement du lotissement ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, la modification simplifiée n°4 du plan local d'urbanisme de Roz-Landrieux (35) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de la directive n° 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée ;

Décide :

Article 1^{er}

En application des dispositions du livre I^{er}, titre préliminaire, chapitre IV du Code de l'urbanisme, la modification simplifiée n°4 du plan local d'urbanisme de Roz-Landrieux (35) n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas est exigible si le projet de Modification simplifiée n°4 du plan local d'urbanisme de Roz-Landrieux (35), postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de la Mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R. 104-33 du Code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier de participation du public.

Fait à Rennes, le 25 juillet 2022

Pour la MRAe de Bretagne,
le président

Signé

Philippe Viroulaud

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le président de la Mission régionale d'autorité environnementale Bretagne
DREAL / CoPrEv
Bâtiment l'Armorique
10 rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes cedex

Le recours contentieux doit être adressé à :

Monsieur le président du tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3 Contour de la Motte
CS 44416
35044 Rennes cedex

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr